

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 18/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

INNOSPEC FRANCE SA

17, route de Rouen
27950 Saint-Marcel

Références : UBDEO/ERA/207
Code AIOT : 0005801773

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2024 dans l'établissement INNOSPEC FRANCE SA implanté 17, route de Rouen 27950 Saint-Marcel. L'inspection a été annoncée le 22/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle de l'inspection des installations classées, elle fait suite aux inspections précédentes et prévoit le récolement des prescriptions des arrêtés préfectoraux complémentaires du 10/02/2023 et 21/05/2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INNOSPEC FRANCE SA
- 17, route de Rouen 27950 Saint-Marcel

- Code AIOT : 0005801773
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société INNOSPEC, implantée au 17 route de Rouen sur la commune de Saint-Marcel, est autorisée à exploiter une installation de fabrication d'additifs pour le traitement du fioul lourd en référence à l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2015.

Le site est classé Seveso Seuil Bas relativement à la présence de produits dangereux pour l'environnement de catégorie 2 - rubrique 4511 de la nomenclature des installations classées.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Récolement de l'APC du 10 février 2023	AP Complémentaire du 10/02/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Récolement de l'APC du 21 mai 2021	AP Complémentaire du 21/05/2021, article 18	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nanomatériaux	Règlement européen du 03/12/2018, article 10	Sans objet
3	Récolement de l'APC du 10 février 2023	AP Complémentaire du 10/02/2023, article 4	Sans objet
5	Localisation des points de rejet	AP Complémentaire du 21/05/2021, article 4	Sans objet
6	Etude de mise en conformité du site	AP Complémentaire du 21/05/2021, article 19	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté de la mise en place des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/02/2023 en lien avec le risque incendie et le risque lié aux incompatibilités.

L'exploitant suit un plan d'actions relativement à la mise en conformité par rapport aux évolutions réglementaires vis à vis de l'arrêté ministériel du 22/12/2008.

Pour justifier pleinement des actions entreprises en lien avec le risque incendie, il est demandé à

l'exploitant **dans un délai d'un mois**, de justifier à l'inspection, du dimensionnement des caméras ajoutées sur le parc vrac.

Concernant le risque foudre, l'inspection note que le site est partiellement protégé depuis 2021, et que le dernier rapport de contrôle fait état de remarques. L'exploitant doit remédier à cette situation, et **sous un mois**:

- **corriger les observations sur l'installation du bâtiment production -**
- **dans l'attente de réparation du mur CF endommagé, mettre en place des mesures compensatoires pour assurer la protection contre la foudre.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nanomatériaux

Référence réglementaire : Règlement européen du 03/12/2018, article 10
Thème(s) : Produits chimiques, Nanomatériaux
Prescription contrôlée : Règlement (UE) n° 2018/1881 de la Commission du 3 décembre 2018 modifiant les annexes I, III, VI, VIII, IX, X, XI et XII du règlement REACH aux fins notamment de couvrir les nanoformes des substances. Ce règlement, applicable depuis le 1er janvier 2020, exige la fourniture d'informations supplémentaires dans les dossiers d'enregistrement des substances présentant des nanoformes.
Constats : L'exploitant déclare ne pas mettre sur le marché des produits finis pouvant contenir des substances sous forme nanométriques. Lors de la visite du 04 octobre 2022, l'inspection a procédé au prélèvement du produit fini vendu sur le marché et dénommé OCTAPOWER GT 5000 LN pour analyse et vérification de l'absence de particules répondant à la définition applicable des nanomatériaux (recommandation de la commission européenne du 18 octobre 2011). Le prélèvement s'est effectué suivant les recommandations de l'action nationale « Nanomatériaux » 2022. L'inspection a transmis à l'exploitant le 03 juin 2024 les rapports d'analyse suivants : - SCL n° 2023-1043-1-V1 du 05/09/2023, le laboratoire ayant sous traité au laboratoire LNE - dossier P229634 du 24 avril 2023 du LNE Ainsi l'inspection procède à la restitution des résultats : des plaquettes d'épaisseur inférieure à 100nm sont observés, néanmoins il n'a pas été possible d'établir la distribution de tailles. Par conséquent, les résultats ne peuvent pas conclure sur le fait que l'échantillon réponde à la définition de nanomatériau. L'exploitant a réalisé en parallèle l'analyse au sein d'un laboratoire anglais (Concept Life Science): il transmet à l'inspection le rapport du 15 février 2023. Ainsi, les exigences de la réglementation REACH en lien avec les nanomatériaux ne sont pas exigibles, à date, pour ce produit.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Récolement de l'APC du 10 février 2023

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/02/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Pour le stockage vrac, un dispositif de détection incendie avec report d'alarme téléphonique sur l'agent d'astreinte est installé avant le 30 avril 2023. Un mur coupe-feu CF 4h est installé pour le parc de stockage vrac pour éviter tout effet domino entre la zone vrac et le parc de stockage extérieur au plus tard avant le 30 avril 2023.
Constats : L'exploitant transmet à l'inspection : <ul style="list-style-type: none">- le PV de classement SPIE n°023095 daté du 16 novembre 2020 du mur EI240 , ainsi que l'attestation de conformité du mur mis en place en mars 2023 ;- le bon d'intervention 5005470632 du 15/06/2023 de PROMAT SECURITE pour la fourniture et pose des 4 caméras thermiques au niveau du parc de stockage vrac. L'exploitant indique avoir également installé des caméras de surveillance dans cette zone, consultable par le personnel d'astreinte et le prestataire de télésurveillance. L'inspection a constaté sur le terrain de la présence de ces éléments. L'exploitant indique les détecteurs sont contrôlés annuellement. Le rapport de contrôle du système de détection date du 15/06/24, date de l'installation des 4 nouveaux capteurs. Dans son mail du 10 juin 2024, l'exploitant indique que le contrôle annuel de l'ensemble des capteurs est prévu les 11 & 12 juin 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra justifier à l'inspection, <u>dans un délai d'un mois</u>, du dimensionnement des caméras ajoutées sur le parc vrac.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Récolement de l'APC du 10 février 2023

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/02/2023, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque lié aux incompatibilités
Prescription contrôlée : Sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, chaque ligne d'alimentation de la cuve de stockage vrac est équipée, selon la nature du matériau de la cuve de stockage, d'un système instrumenté de sécurité permettant d'inhiber complètement la possibilité de mélange incompatible entre le chlorure ferrique et le matériau des cuves de stockage vrac lors d'une opération de remplissage de l'une des cuves.
Constats :

<p>L'exploitant a mis en place une sonde de conductivité associée à une vanne automatique sur la ligne d'alimentation des cuves de stockage vrac en inox. Il transmet la fiche technique de la sonde (Model ISC40G(S)).</p> <p>Pour rappel, lors de l'arrivée d'un camion, un échantillon est prélevé et contrôlé au laboratoire qui délivre une clé permettant d'ouvrir la vanne manuelle désirée. La connectique est réalisée par un salarié d'INNOSPEC, le déchargement s'effectue ensuite. En théorie, la présence de chlorure ferrique détectée par la sonde ne permet pas d'ouvrir la vanne automatique pour le remplissage des cuves.</p> <p>Il est noté que les postes de déchargement de chlorure ferrique d'une part, et de solvants d'autres part, sont éloignés de plusieurs mètres l'un de l'autre.</p> <p>L'exploitant indique qu'un "test d'asservissement ainsi que le nettoyage de la sonde annuellement est bien prévu dans notre maintenance préventive."</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection a constaté sur le terrain que la présence d'un cadenas sur une vanne manuelle d'ouverture des cuves de solvants (cuve inox) permettait tout de même d'ouvrir la vanne. L'exploitant doit corriger cette observation dans les plus brefs délais.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Récolement de l'APC du 21 mai 2021

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2021, article 18</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Vérification de l'installation de protection foudre: tous les ans</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le dernier contrôle de vérification de l'installation foudre : rapport SOCOTEC du 13 septembre 2023.</p> <p>Le système est habituellement composé d'une installation sur le bâtiment production et d'une installation sur le mur coupe-feu entre les bâtiments A et B, cette dernière ayant été retirée suite à l'effondrement du mur en question. La procédure est en cours avec les assurances.</p> <p>L'inspection note que les dommages ont été signalés à l'inspection le 3 novembre 2021, sans précision sur l'installation foudre.</p> <p>Le rapport SOCOTEC indique par conséquent les contrôles effectués sur la seule installation en fonction: il indique que le PDA est à réparer.</p> <p>L'exploitant indique que l'analyse foudre réalisée en mars 2024 (fréquence imposée par le groupe) préconise un changement de niveau dans le type de paratonnerre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection retient que le site n'est qu'en partie protégé contre la foudre.</p>

<p>L'inspection demande à l'exploitant, <u>sous 1 mois</u>, de</p> <ul style="list-style-type: none"> - corriger les observations sur l'installation du bâtiment production - - dans l'attente de réparation du mur CF endommagé, mettre en place des mesures compensatoires pour assurer la protection contre la foudre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2021, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Localisation des points de rejet et exutoires</p>
<p>Constats :</p> <p>Il y a 3 points de rejet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 points d'eaux sanitaires et domestiques vers la step communale - 1 point vers Seine : eaux pluviales + eaux de process, rejet après traitement interne (décantation, charbon actif) <p>540 m3 ont été rejetées en 2023.</p> <p>Les eaux de lavage, qui représentent de faibles quantités, sont évacuées par un prestataire.</p> <p>A ce jour, pour le point de rejet en Seine, l'exploitant réalise les analyses de manière semestrielle. Il signale que le cadre GIDAF correspond aux analyses préconisées dans son arrêté préfectoral de 2015 pour les envois vers la step communale.</p> <p>L'inspection note qu'une visite doit être planifiée afin de faire le point sur les paramètres à analyser et les fréquences d'analyse, en prenant en compte le process de l'exploitant .</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Etude de mise en conformité du site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2021, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, AM 22/12/2008
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société INNOSPEC remet à l'inspection des installations classées, sous 9 mois à compter de la notification du présent arrêté , une étude précisant les travaux nécessaires pour semettre en conformité par rapport aux évolutions réglementaires post-Lubrizol notamment aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 22/12/2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511.</p> <p>Cette étude précise pour chaque stockage de liquides inflammables ou combustibles les systèmes de détection incendie, les rétentions ainsi que les modes d'extinction associés.</p>

Constats :
<p>L'exploitant a transmis dans son courrier du 08/08/2022, le plan d'action en lien avec l'étude de conformité. Il indiquait une conformité de 92.37% avec l'arrêté ministériel.</p> <p>L'exploitant indique être à jour et respecter les échéances fixées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite